



Crise africaine

❑ Problème

De nombreuses parties du continent africain sont menacées par une grave famine, et la vie de plus de 30 millions de personnes est en danger; cela pourrait mener à une catastrophe d'un ampleur inégalée dans l'histoire moderne.

❑ Réponse des Nations Unies

À la fin de 1983, le Secrétaire général des Nations Unies, Javier Pérez de Cuéllar, a été le premier à attirer l'attention du monde sur la crise qui frappe l'Afrique. Plusieurs institutions des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont réagi immédiatement. Plus tôt cette année, un Bureau des Nations Unies pour les opérations d'urgence en Afrique a été constitué afin de surveiller la situation et de coordonner l'aide fournie par divers pays du monde.



Des enfants en Érythrée - résultats d'une bonne alimentation et des soins reçus.

❑ Contexte

Les extraits suivants sont tirés d'un discours que le secrétaire général a prononcé à Toronto le 6 mars. Il a dit avoir choisi de parler de la crise africaine « parce que les bases mêmes de la conscience et de la coopération internationales, qui sont essentielles à la réalisation des fins visées par les Nations Unies, sont en jeu ».

La crise se prépare depuis un certain temps. Bien que des mesures aient été prises par les gouvernements des pays touchés pour répondre à la situation désespérée à laquelle ils font face, l'ampleur du problème dépasse de loin leurs capacités.

De nombreux pays, dont le Canada, beaucoup d'organismes bénévoles et les institutions intéressées de l'ONU ont fourni une aide accrue à ces pays dans l'espoir d'atténuer leurs souffrances et de combattre les effets de la sécheresse.

Mais il est clair que les efforts déployés jusqu'ici ne sont pas suffisants. En 1985, des multitudes continueront à être menacées par la malnutrition et la famine. Le défi, qui se pose en permanence, consiste à accroître le niveau et l'efficacité de notre aide.

Quelle est la tâche à accomplir? Il faut en priorité prendre des mesures immédiates pour sauver des vies humaines, c'est-à-dire apporter aux populations touchées plus de nourriture, d'eau et de médicaments, pour les aider à survivre.

S'il faut se soucier en priorité de sauver des vies humaines, il est également important de chercher en même temps à éliminer les causes de la situation actuelle et de favoriser le rétablissement des conditions fondamentales nécessaires au développement.

Il y a toujours eu un équilibre écologique précaire en Afrique entre la terre, les populations et les ressources, mais la sécheresse persistante et la désertification qu'elle a causée sont venues menacer encore davantage cet équilibre. Il faut agir sans tarder pour rendre sa fertilité au sol des régions desséchées. Ce ne sera qu'au moment où les Africains seront de nouveau capables de produire assez de nourriture pour eux-mêmes et leur bétail, dans leur milieu de vie normal, que la solution au problème africain commencera à prendre forme. Nous devrions pouvoir exploiter à fond les dernières techniques d'irrigation et d'amélioration des sols et appliquer les récentes découvertes de la génétique. À tous ces égards, le Canada a un rôle important à jouer.

La sécheresse n'est cependant pas la seule cause du malheur qui frappe actuellement l'Afrique. La Banque mondiale et d'autres institutions ont montré que la crise résulte aussi de la piètre conjoncture économique internationale existant depuis 1980 et de la faiblesse des structures économiques nationales. Naturellement, les opinions diffèrent quant à la façon de régler ces problèmes et sur quels aspects faire porter les efforts en priorité. Comme les conditions varient d'un pays à l'autre, je suis convaincu que c'est au niveau national qu'il faut intervenir.

Il existe néanmoins certains éléments communs. Le service de la dette pose un énorme problème à bien des pays africains, problème qui gêne beaucoup tous les efforts de développement. Nous devons aborder ce problème

